

**Rapport pour la commission
permanente du conseil régional
JUILLET 2023**

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**SOUTIEN À SEINE-ET-MARNE ATTRACTIVITÉ ET AFFECTATION D'UNE SUBVENTION
EXCEPTIONNELLE AU GIP EMPLOI ROISSY CDG**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION.....	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....	9
Annexe 1 : Fiche projet Seine-et-Marne Attractivité.....	10
Annexe 2 : Convention d'Objectifs et de Moyens 2023 entre la Région Île-de-France, le Conseil Départemental de Seine-et-Marne et Seine-et-Marne Attractivité.....	13

EXPOSÉ DES MOTIFS

La stratégie Impact 2028 place au cœur de ses priorités la dimension territoriale des politiques économiques de la Région et ambitionne de repenser ses partenariats et ses collaborations avec les acteurs locaux. Elle souhaite ainsi être au plus proche des projets des territoires, ce qui peut s'illustrer par le soutien à l'agence départementale de développement de la Seine-et-Marne et l'affectation d'une subvention exceptionnelle au GIP Emploi Roissy CDG.

1. Soutien à l'agence « Seine-et-Marne Attractivité »

Conformément au Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation 2022-2028 (Impact 2028), qui identifie l'attractivité comme un levier majeur de développement économique et de création d'emplois, l'agence de développement de la Seine-et-Marne dite « Seine-et-Marne Attractivité » (SMA), répond à un socle commun de missions avec la Région dans le territoire de Seine-et-Marne.

Le présent rapport propose d'adopter une Convention d'Objectifs et de Moyens (COM) pour l'année 2023 afin d'entériner l'orientation des missions assurées par Seine-et-Marne Attractivité en lien avec le Conseil Départemental de Seine-et-Marne.

Au titre de l'année 2023, il est proposé de soutenir SMA, par le versement d'une subvention régionale d'un montant de 540 000 € d'autorisation d'engagement détaillée dans la fiche projet en annexe 1 à l'appui de la Convention d'Objectifs et de Moyens 2023 entre la Région Île-de-France, le Conseil Départemental de Seine-et-Marne et Seine-et-Marne Attractivité en annexe 2.

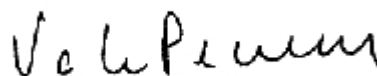
2. Versement d'une deuxième tranche exceptionnelle au GIP Emploi Roissy CDG

A la suite du vote de l'Assemblée générale du GIP Emploi Roissy CDG qui s'est tenue le 16 février 2023, il est proposé de procéder au versement d'une deuxième tranche exceptionnelle au GIP Emploi Roissy CDG pour couvrir les dépenses de l'organisme liées au départ de son directeur général dans le cadre d'une rupture conventionnelle.

Les frais induits par ce départ s'élèvent à 113 000 euros qu'il est proposé de couvrir à hauteur de 75 000 euros.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 5 JUILLET 2023

SOUTIEN À SEINE-ET-MARNE ATTRACTIVITÉ ET AFFECTATION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE AU GIP EMPLOI ROISSY CDG

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

VU le règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012 et modifié par le règlement (UE) 2020/1474 de la Commission du 13 octobre 2020 publié au JOUE L 337 du 14 octobre 2020 ;

VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013 et modifié par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et par le règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 ;

VU le régime d'aides exempté n° SA.100189, relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 et 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021.

VU le régime cadre exempté de notification n° SA.58995 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2015-2023 pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, tel que modifié par le règlement n° 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;

VU la communication de la Commission n° 2014/C3282 du 21 mai 2014 relative à l'encadrement des aides d'État à la RDI ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 avril 2013 n° 2013120-0002 portant dissolution d'un groupement d'intérêt public et approbation de la convention constitutive du nouveau groupement d'intérêt public « Emploi Roissy Charles de Gaulle » ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ;

VU la délibération n° CR 230-16 du 14 décembre 2016 relative à la Stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation de la région Île-de-France – Adoption du Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation 2017-2021 ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CR 2017-37 du 10 mars 2017 relative à mise en œuvre de la Stratégie#Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) ;

VU la délibération n° CP 2017-426 du 20 septembre 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie #Leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation (SRDEII) : actions pour l'économie, l'emploi et la formation sur les territoires ;

VU la délibération n° CR 2017-186 du 23 novembre 2017 portant adoption de conventions d'objectifs et de moyens (COM) avec les agences territoriales Seine-et-Marne Développement, Essonne Développement, Comité d'expansion économique du Val d'Oise (CEEVO). Affectations de subventions ;

VU la délibération n° CP 2020-129 du 4 mars 2020 relative à la mise en œuvre de la Stratégie #Leader : soutien aux agences territoriales (77, 91 et 95) ;

VU la délibération n° CP 2020-242 du 1^{er} juillet 2020 relative au soutien à divers organismes économiques ;

VU la délibération n° CP 2021-180 du 1^{er} avril 2021 relative au soutien régional aux agences de développement local ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 juin 2021 portant approbation de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public « Emploi Roissy Charles de Gaulle » ;

VU la délibération n° CR 2021-039 modifiée du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-273 du 20 juillet 2021 relative au soutien des territoires en matière de développement économique ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 relatif à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-359 du 22 septembre 2021 relative au soutien à divers organismes économiques ;

VU la délibération n° CP 2022-371 du 10 novembre 2022 relative à la Cité de la Gastronomie, SMA et diverses conventions d'autorisation ;

VU la délibération n° CR 2022-029 du 19 mai 2022 relative au Schéma Régional de Développement Economique et d'Innovation d'Île-de-France 2022-2028 (SRDEII) ;

VU la délibération n° CR 2022-019 du 19 mai 2022 relatif au Schéma Régional de Développement du Tourisme stratégie tourisme et des loisirs ;

VU la délibération n° CR 2022-067 du 9 novembre 2022 relatif au Schéma Régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation 2023-2028 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 mars 2023 portant approbation des modifications de la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public « Emploi Roissy Charles de Gaulle » ;

VU la délibération n° CP 2023-140 du 29 mars 2023 relative à la mise en œuvre de la stratégie IMPACT 2028 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2023.

Après en avoir délibéré,

VU l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-290 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Soutien à l'agence « Seine-et-Marne Attractivité »

Approuve la Convention d'Objectifs et de Moyens (COM) conclue en 2023 entre la Région, l'agence Seine-et-Marne Attractivité (SMA) et le Conseil Départemental de Seine-et-Marne (CD 77).

Décide d'attribuer une subvention annuelle d'un montant de 540 000 € pour Seine-et-Marne Attractivité détaillée dans la fiche projet en annexe 1.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la COM en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 540 000 € disponible sur le chapitre 936 « Action Economique », code fonctionnel 62 « Structure d'animation et de développement économique », programme HP62-002 « Développement économique des territoires », action 16200202 « Soutien aux projets territoriaux » du budget 2023.

Autorise la prise en compte de la dépense éligible à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe 1 de la délibération, par dérogation prévue à l'article 29, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

Article 2 : Affectation d'une subvention exceptionnelle au GIP Emploi Roissy CDG

Attribue une subvention de 75 000 € au GIP Emploi Roissy CDG correspondant à une seconde tranche exceptionnelle de la contribution annuelle pour l'année 2023.

Affecte une autorisation d'engagement de 75 000 €, disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 62 « Structure d'animation et de développement économique », programme RE62-002 « Développement économique des territoires », action 562002024 « Soutien aux projets territoriaux » du budget 2023.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiche projet Seine-et-Marne Attractivité

DOSSIER N° 23005970 - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT EN FAVEUR DE SEINE ET MARNE ATTRACTIVITE 2023

Dispositif : Soutien aux agences territoriales (n° 00001073)

Délibération Cadre : CR230-16 du 14/12/2016

Imputation budgétaire : 936-62-657382-162002-400

Action : 16200202- Soutien aux projets territoriaux

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux agences territoriales	540 000,00 € TTC	100,00 %	540 000,00 €
	Montant total de la subvention		540 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEINE ET MARNE ATTRACTIVE AGENCE
POUR ATTRACTIVITE RAYONNEMENT
SEINE ET MARNE

Adresse administrative : PLACE D'ARMES
77300 FONTAINEBLEAU

Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial

Représentant : SEINE ET MARNE ATTRACTIVE

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Contribution annuelle 2023

Description :


Affectation de la contribution annuelle régionale au budget de Seine-et-Marne Attractivité pour la période 2023 qui intervient dans le cadre de la convention de partenariat signée entre la Région, Seine-et-Marne Attractivité et le Conseil Départemental de Seine-et-Marne.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant de la subvention s'élève à 540 000€. L'affectation correspond donc à 100 % des crédits prévus.

Localisation géographique :

 SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**Annexe 2 : Convention d'Objectifs et de Moyens 2023
entre la Région Île-de-France, le Conseil
Départemental de Seine-et-Marne et Seine-et-Marne
Attractivité**

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2023
ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, LE DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE
ET L'AGENCE SEINE-ET-MARNE ATTRACTIVITE

ENTRE

La Région Île-de-France,

Dont le siège social est situé 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
Habilitée par la délibération CP 2023-290 du 5 juillet 2023,
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Le Département de Seine-et-Marne,

Dont le siège social est situé 12 rue des Saint-Pères, 77000 MELUN
Représenté par son Président, Monsieur Jean-François PARIGI,
Ci-après dénommé « Le Département »

d'autre part et,

L'Agence Seine-et-Marne Attractivité,

Constitué sous le statut d'Etablissement public à caractère industriel et commercial,
Dont le n° SIRET est 83413475100017
Dont le siège social est situé Place d'Armes, Quartier Henri IV – 77300 FONTAINEBLEAU
Représenté par son Président, Monsieur Olivier MORIN,
Ci-après dénommée « l'Agence »

d'autre part,

PREAMBULE

Les changements importants induits simultanément par les lois dites Maptam (loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) et NOTRe (loi du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République) ont conduit la Région, le Département et son agence Seine-et-Marne Attractivité à une réflexion commune portant sur le redéploiement de leurs actions en faveur du développement et de l'attractivité territoriale de la Seine-et-Marne.

2022 a dans ce cadre constitué une étape importante marquée, pour la Région, par la mise en œuvre d'une ambition économique renouvelée à travers le lancement du nouveau Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation, ci-après dénommé « IMPACT 2028 » et de son nouveau Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs 2022-2028 (SRDTL). Il s'articule ainsi autour de 4 grandes idées force :

- Une région résiliente, innovante et souveraine, qui concilie haute exigence environnementale et développement économique.
- Une région qui attire et rayonne mondialement.

- Une région qui contribue à la résolution des grands défis : décarbonation de l'économie, production des biens critiques (santé, industrie, etc.) et réduction des inégalités sociales et territoriales.
- Une Région fédératrice, qui simplifie et modernise l'action publique au service des entreprises et de ses partenaires.

La convention d'objectifs et de moyens 2023 contribuera à participer à la réalisation des objectifs définis dans les nouveaux axes stratégiques d'intervention de la Région en matière de développement économique et d'emploi.

Ces actions portent sur des volets relevant, d'une part, de compétences partagées entre la Région et le Département à savoir la compétence relative à l'attractivité du territoire et au tourisme, et d'autre part de compétences dont la Région est désignée chef de file en tant que chargée d'organiser les modalités de l'action commune de celles-ci, à savoir la compétence relative au développement économique.

L'exercice et le déploiement de ces compétences au niveau régional ont fait l'objet de deux schémas adoptés par le Conseil régional d'Île-de-France, définissant les grands axes stratégiques proposés par la Région pour les années 2022 à 2028 : Impact 2028 (le Schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation (SRDEII)) et le Schéma régional de développement du tourisme et des loisirs d'Ile-de-France (SRDTL).

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention d'objectifs et de moyens 2023 vise ainsi à définir des actions permettant de contribuer à la réalisation des objectifs définis dans les nouveaux axes stratégiques d'intervention de la Région en matière d'attractivité du territoire sur les volets développement économique, emploi et tourisme.

Le Département, compétent en matière de solidarité territoriale, a également défini son champ d'intervention sur ces différents volets au moyen :

- d'un schéma départemental d'aménagement et de développement touristique (SDADT), dont la rédaction et la mise en œuvre ont été confiées à l'Agence Seine-et-Marne Attractivité en sa qualité d'agence du Département en charge de l'attractivité, de la promotion du territoire et du développement touristique ;
- d'une mission d'attractivité et de développement économique du territoire rattachée à sa Direction générale adjointe de l'Education, de l'Attractivité et des Stratégies départementales (DGAE), intitulée « Seine-et-Marne 2040 », dont les axes d'intervention sont précisés en annexe 1 ;

Concernant l'axe relatif au développement touristique, il est précisé que le Département a pris la décision, par délibération en date du 4 février 2022, de recentrer les missions de l'Agence Seine-et-Marne Attractivité sur le développement touristique, le marketing territorial (dont la marque de territoire) et la commercialisation de la destination Seine-et-Marne. Cette décision permet de recadrer l'action de l'agence en cohérence avec les nouvelles orientations du Département en matière d'attractivité et de prospective économique autour de la structuration des filières stratégiques, pilotées par la mission « Seine-et-Marne 2040 » en lien par ailleurs avec l'observatoire départemental.

Pour financer son activité, l'Agence pourra solliciter le soutien financier des acteurs territoriaux intéressés par son action, au premier rang desquels figurent la Région, le Département et les EPCI, chacun intervenant en fonction de son propre champ de compétence.

La Région, chef de file en matière de développement économique, le Département et l'Agence reconnaissent ainsi l'intérêt d'un partenariat tripartite pour travailler sur les objectifs généraux partagés en lien avec les axes stratégiques d'intervention exposés ci-dessous.

ARTICLE 2 : OBJECTIFS GENERAUX

La Région Île-de-France décide d'allouer une subvention à l'Agence pour que celle-ci participe, en complément de celle allouée par le Département, à la réalisation des objectifs définis dans les 6 axes d'intervention détaillés ci-dessous concourant à la mise en œuvre d'IMPACT 2028 et du SRDTL sur les années 2022-2028.

La Région souhaite que l'action de l'Agence, en articulation avec le Département via la mission « Seine-et-Marne 2040 », vienne particulièrement en appui aux territoires les moins bien dotés en ingénierie dans le but de corriger les inégalités observées.

Axe 1 : Promotion des dispositifs régionaux

La Région Île-de-France soutiendra les actions et initiatives portées par l'Agence, en articulation avec le Département, en matière de promotion des dispositifs régionaux et aux projets de son territoire.

En effet, la Région Île-de-France développe une gamme large de dispositifs et compte sur l'implantation infrarégionale de l'Agence, sa connaissance des entreprises et des projets du territoire, et ses équipes pour alimenter un flux continu de projets et l'aider au décaissement des enveloppes allouées aux dispositifs régionaux.

Les cibles de cet axe seront à la fois les entreprises (notamment situées dans les Zones de Reconquête Economique) et les EPCI via le Club de développeurs économiques que la Région va mettre en place en articulation avec le réseau des développeurs de la mission « Seine-et-Marne 2040 ».

Axe 2 : Participation à l'animation économique des Bassins d'Emploi et de Formation

Au travers de la subvention en faveur de l'Agence, la Région Île-de-France vise à encourager la dimension territoriale de ses politiques en matière de développement économique, en particulier dans le cadre de l'animation des Bassins d'Emploi et de Formation.

Axe 3 : Appui au développement des tiers lieux

La Région Île-de-France souhaite étoffer sa connaissance des projets du territoire seine-et-marnais, notamment en matière de développement de tiers lieux, et les détecter au plus tôt. En effet, la Région Île-de-France peut en sa qualité de chef de file sur le développement économique être appelée à soutenir les projets contribuant à la mise en œuvre des axes stratégiques d'IMPACT 2028.

Axe 4 : Soutien à l'attractivité économique et touristique

La Région souhaite, au travers de sa subvention, renforcer l'aide apportée par l'Agence en matière d'attractivité du territoire francilien. L'Agence s'investit d'ores et déjà dans diverses actions de promotion touristique de son territoire. La Région souhaite que sa mobilisation dans la mise en œuvre du plan d'actions de Choose Paris Région soit renforcée à fortiori à l'aune du rapprochement entre Choose Paris Region et du CRT.

Dans cette perspective, la définition et la mise en œuvre du plan d'actions de l'Agence sur ce volet attractivité liée au tourisme, sera élaborée dans le cadre d'une concertation avec la Région en lien avec Choose Paris Région, afin de servir au mieux l'attractivité régionale et départementale. Il est en particulier demandé à l'Agence de s'articuler avec la Région en produisant chaque année les éléments et actions suivants :

- Analyse stratégique du positionnement national et international du département en matière de tourisme (forces / faiblesses / cibles).
- Promotion et marketing touristique: réalisation de supports de communication (y compris pour les réseaux sociaux) adaptés à une cible francilienne, nationale et

internationale en cohérence avec la stratégie régionale de promotion et de marketing touristique ;

- Identification des bonnes pratiques nationales (autres Régions) et internationales sur les synergies attractivité et tourisme transférables en Seine-et-Marne.

De façon à mettre en œuvre ce programme d'actions, l'Agence :

- Concevra son programme d'actions sur le volet attractivité dans le cadre d'une concertation amont avec la Région Île-de-France et le Département ;
- Participera au Comité des territoires de Chose Paris Region de façon à développer pleinement les synergies et mutualiser les moyens sur des actions opérationnelles au bénéfice du département et de la région ;
- Remettra un bilan annuel de ses actions à la Région Île-de-France.

Dans ce cadre, le Département désignera le conseiller départemental qui siègera au Comité des territoires de Chose Paris Region de façon à développer les synergies avec les actions de l'agence régionale.

Par ailleurs en complément de ces actions, dans le cadre de l'accompagnement de grands projets régionaux mis en œuvre dans le département (exemples : aide et appui en ingénierie à l'émergence d'un lieu d'innovation, d'un territoire propre en énergie, ou d'une nouvelle filière innovante...), l'Agence et le Département - au moyen de sa mission « Seine et Marne 2040 » avec les EPCI - pourront mettre à disposition de la Région :

- des informations relatives aux grands projets et aux filières stratégiques du territoire, à l'immobilier et au foncier disponibles ;
- aux entreprises implantées susceptibles d'avoir des projets de réinvestissement ou d'extension.

Axe 5 : Détection des projets de territoire en matière de tourisme

La Région souhaite, au travers de sa subvention, renforcer l'aide apportée par l'Agence en matière d'animation et de développement touristique dans l'objectif de décliner les orientations stratégiques du SRDTL 2022-2028 notamment dans les Zones de Reconquêtes Economiques contribuant à repositionner les territoires seine-et-marnais dans les dynamiques économiques régionales.

Cela se traduira pour l'Agence en articulation avec le SRDTL à effectuer :

- des actions de veille et d'observation de l'activité touristique du territoire (production de données, d'indicateurs) à destination des acteurs du secteur ;
- une remontée des données afin d'alimenter l'observatoire du tourisme régional ;
- une animation de l'écosystème touristique du département et un accompagnement de la politique touristique des EPCI ;
- l'identification et l'accompagnement de projets en termes d'attractivité et de développement touristique, mise à disposition de données en matière d'immobilier et foncier disponibles, travail en articulation avec la SEM Investissements et Territoires et sa filiale tourisme.

Sur l'ensemble des axes, l'Agence apportera son appui à la Région par le biais d'une veille continue du tissu local assurée en lien avec le Département.

La Région Île-de-France peut, en sa qualité de chef de file sur le développement économique, être appelée à soutenir les projets contribuant à la mise en œuvre des axes stratégiques d'IMPACT 2028 et dans le cadre de la mise en œuvre du SRDTL 2022-2028.

En réponse à cet objectif, IMPACT 2028 prévoit la mise en place d'une gouvernance partagée du schéma à travers notamment la création d'un collège des territoires auquel l'Agence pourra être associée. Au même titre, l'Agence sera associée au Comité de destination, qui rassemblera les professionnels, les territoires et les institutionnels de la destination touristique dans l'objectif de mesurer et comprendre les évolutions, et de partager les actions à construire collectivement.

Dès lors, un fichier qualifié répertoriant l'ensemble des projets dont l'Agence aurait connaissance sera tenu à jour et transmis mensuellement aux équipes de la Région. En retour, la Région s'engage à fournir sur la base de ce fichier la liste des projets qui auront bénéficié de soutiens régionaux.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'AGENCE

ARTICLE 3.1 : LA REALISATION DES OBJECTIFS

L'Agence s'engage à :

- réaliser les objectifs retenus en commun pour le partenariat avec la Région tels que définis dans l'article 2 et l'annexe 1 ;
- rechercher ou développer de nouveaux partenariats publics ou privés et à tenir informés les représentants de la Région. Seront à ce titre sollicités notamment les EPCI et le réseau consulaire (CCI et CMA) ;
- poursuivre et renforcer la recherche de financements pour les actions concourant aux missions fondatrices de l'Agence. Des contributions financières pourront être recherchées auprès des EPCI et des fonds nationaux et européens à cet égard. Le temps consacré à la recherche de financements spécifiques ne devra toutefois pas se faire au détriment de la mise en œuvre des missions visées à l'article 2 et l'annexe 1.

ARTICLE 3.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS ET SIGNATURE DE LA CHARTE REGIONALE DE LA LAÏCITE

En vertu de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, adoptée par délibération du Conseil Régional n°CR 08-16 du 18 février 2016, l'Agence s'engage à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois par année de la convention.

Le bénéficiaire saisira les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme Mes Démarches selon les modalités qui lui seront communiquées par la Région.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, adoptée par la délibération n°CR 2017-51, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3.3 : LA REALISATION D'UN PROGRAMME ANNUEL D'ACTIONS

L'Agence s'engage à réaliser les objectifs figurant dans l'article 2 et l'annexe 1 en les déclinant dans un programme de travail annuel défini d'un commun accord avec la Région.

A cette fin, l'organisme s'engage à adresser à la Région, au plus tard le 30 septembre de l'année N, ses propositions pour le programme d'actions de l'année N+1. Après divers échanges et réunions de travail sur le sujet, le programme annuel d'actions finalisé sera transmis à la Région dès son vote en Conseil d'administration.

La réalisation du programme de travail fait l'objet d'un suivi et d'une évaluation formalisée avec la Région, sur la base des indicateurs définis en annexe 3 de la présente convention.

ARTICLE 3.4 : LE CADRE BUDGETAIRE ET COMPTABLE

L'Agence s'engage à :

- respecter les dispositions existantes quant à l'utilisation des fonds publics ;
- présenter une programmation budgétaire annuelle avec pour objectif la maîtrise des charges de structure ;
- adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur et au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des organismes et fondations ;
- se conformer au Règlement Budgétaire et Financier (RBF), ainsi qu'au règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement de la Région adopté par délibération n°CR 2022 078 du 12 décembre 2022.
- adopter une comptabilité analytique et la présentation de son budget en conformité avec la déclinaison des missions de l'organisme en objectifs généraux, objectifs opérationnels voire en actions, tel que décrit dans l'article 2 et en annexes 1 et 2 ; Celle-ci devra faire apparaître les actions financées exclusivement par la Région ou par le Département ou celles qui mobilisent indifféremment les deux sources de financement ;
- fournir annuellement à la Région :
 - au plus tard avant le 1er décembre de l'année N-1, l'avant-projet de budget de l'année à venir et l'avant-projet de programme d'actions annuel ;
 - dès leur approbation, le budget et le programme d'actions annuel définitifs ;
 - au plus tard avant le 30 juin de l'année N,
 - ▢ les comptes annuels de l'année N-1 (bilan, compte de résultat et annexe) du dernier exercice clos et notamment un compte emploi ressources ;
 - ▢ le rapport d'activité annuel du dernier exercice clos.
- au plus tard avant le 30 juin de l'année N, tous les rapports et correspondances émis par le Commissaire aux comptes.

ARTICLE 3.5 : OBLIGATIONS D'INFORMATION ET D'ACCES AUX DOCUMENTS

L'Agence s'engage à :

- ▢ faire parvenir à la Région une copie des convocations et des documents figurant à l'ordre du jour des réunions des organes dirigeants (assemblée générale, conseil d'administration, ou toute autre instance à venir) dans les délais prévus par les statuts régissant l'organisme ;
- ▢ faire parvenir les procès-verbaux de ces réunions cinq semaines au plus tard après leur tenue ;
- ▢ répondre à toute demande d'information et de document relative à son suivi budgétaire et financier, et produire semestriellement une situation de trésorerie mensualisée et actualisée ;
- ▢ fournir les indicateurs d'évaluation de l'année N tels que précisés à l'article 5.3
- ▢ Informer la Région de tout contrôle opéré par un organisme extérieur (administration fiscale, URSSAF, corps de contrôle etc..) et transmettre une copie des résultats des dits contrôles.
- ▢ Informer la Région des différentes phases de recrutement de stagiaire(s) ou alternant(s) conformément aux dispositions de l'article 3.2 de la présente convention

et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans son déroulement.

ARTICLE 3.6 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

L'Agence informe la Région des différentes phases de recrutement de deux stagiaire(s) ou alternant(s) conformément aux dispositions de l'article 3.2 de la présente convention et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans son déroulement.

L'Agence s'engage également à :

- conserver et archiver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans ;
- respecter la réglementation de la commande publique, à savoir les dispositions du code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019 ;
- définir et mettre en œuvre des procédures d'achat et de paiement (comptes bancaires, régie d'avance, cartes bancaires...).

ARTICLE 3.7 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, l'Agence s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, l'Agence s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité

L'Agence s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. L'agence s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

ARTICLE 3.8 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

L'Agence s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion ; favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS FINANCIERS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement l'Agence par le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement pour sa contribution à la réalisation des objectifs définis dans l'article 2 et l'annexe 1, sous réserve du vote du budget par l'assemblée régionale et de l'affectation des crédits à l'Agence par la commission permanente du conseil régional.

Le montant de la subvention régionale pour la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023 s'établit à 540 000 €.

ARTICLE 4.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention annuelle par l'assemblée régionale, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

ARTICLE 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention annuelle est effectué sur demande du bénéficiaire.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avances à valoir sur les paiements prévus.

Le cumul des avances ne peut excéder 80 % du montant de la subvention.

Les versements d'avances se font sur présentation d'une demande de versement de subvention (DVS), datée, cachetée et signée par le représentant légal de l'organisme.

ARTICLE 4.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention annuelle ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet des actions subventionnées.

Le versement du solde se fait sur présentation des pièces suivantes :

- une demande de versement de subvention (DVS), datée, cachetée et signée par le représentant légal de l'organisme ;
- les comptes annuels du dernier exercice clos de l'organisme signé par le représentant légal de l'organisme, soit certifiés par un commissaire aux comptes (inscrit sur la liste prévue à l'article L822-1 du Code de Commerce), soit signé par le comptable public pour les organismes en disposant ;
- le rapport annuel d'activité du dernier exercice clos ;
- un justificatif de recrutement des stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné(s) à l'article 3.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ;
- le compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 4.4 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

En cas de non-exécution de tout ou partie des objectifs définis dans l'article 2 et l'annexe 1, de retard significatif ou de modification substantielle unilatérale des conditions d'exécution de la convention par l'Agence, la Région peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention. En cas de trop perçu, l'Agence le reverse à la Région.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement du stagiaire ou de l'alternant.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

ARTICLE 4.5 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1^{er} janvier 2023 et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : SUIVI DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ET EVALUATION DES ACTIONS

Les réunions organisées entre l'Agence, le Département et la Région ainsi que les documents qui en découleront ont pour objectif de permettre à la Région d'identifier des projets locaux ciblés par la stratégie définie dans IMPACT 2028 et le SRDTL 2022-2028. L'Agence, le Département et la Région souhaitent ainsi davantage coordonner la communication et le relai d'information afin de faciliter l'identification des projets, leur accompagnement, leur mise en œuvre (notamment au travers de la mobilisation de dispositifs régionaux).

ARTICLE 5.1 : LES RELATIONS ET REUNIONS ENTRE L'AGENCE ET LA REGION

Un flux régulier d'échanges

Selon un format à convenir avec l'Agence, un flux d'informations mensuel sur les événements touristiques et économiques positifs et négatifs du territoire départemental sera adressé aux équipes de la Région Île-de-France.

En retour, la Région Île-de-France s'engage à fournir sur la base de ce fichier la liste des entreprises qui auront bénéficié de soutiens régionaux et des dispositifs initiés par la collectivité.

Une réunion technique trimestrielle

Dans cette perspective, sera organisée une réunion trimestrielle de suivi technique sous la présidence conjointe des services de la Direction Générale Adjointe de la Région en charge du développement économique et de l'emploi, de la Direction Générale Adjointe du Département en charge de l'attractivité et de la Directrice de l'Agence. Ce rendez-vous sera organisé entre un ou plusieurs agents de la Région, du Département et de l'Agence. La Région sera notamment représentée par les délégués territoriaux intervenant sur la Seine-et-Marne et tout autre chargé(e) de mission thématique (tourisme) selon les besoins.

Cette réunion sera l'occasion, au-delà des échanges au fil de l'eau, de faire le point sur :

- l'actualité de la Région en matière de développement économique et de tourisme ;
- la conduite des axes stratégiques d'intervention de l'Agence faisant l'objet de la présente Convention ;
- le suivi opérationnel des engagements.

Il s'agira notamment pour l'Agence de recenser auprès de la Région les projets identifiés en lien avec les collectivités rencontrées, les projets suivis, de faire état des mises en relations réalisées, des événements organisés ou auxquels l'Agence a participé, des travaux effectués dans le cadre des Bassins d'Emploi et de Formation.

L'objectif de ces remontées d'informations trimestrielles vise à réaliser un point d'avancement relatif à l'activité de l'Agence et aux éventuelles problématiques rencontrées dans la mise en œuvre de la Convention.

Dans ce cadre, l'Agence pourra être force de propositions auprès de la Région et la Région pourra proposer des ajustements.

Cette réunion technique a également vocation à préparer le programme d'actions relevant des objectifs communs à l'Agence, au Département et à la Région, le budget prévisionnel, le suivi des indicateurs de suivi et livrables ainsi que les travaux relatifs à l'évaluation des actions.

Un compte-rendu de réunion, réalisé par l'Agence, sera transmis aux services de la Région.

Une réunion bilan annuelle

En complément de ces réunions trimestrielles, une réunion de bilan sera organisée afin de présenter le rapport annuel de l'Agence. L'objectif de cette réunion annuelle est d'échanger sur la réalisation de la présente convention sur l'année écoulée.

Côté Région, cette réunion se fera en présence du DGA du Pôle Entreprises et Emploi de la Région et des délégués territoriaux. Côté Agence, en présence de la Directrice, du DGA en charge de l'attractivité et/ou du chef de la mission « Seine-et-Marne 2040 ».

Un compte rendu de réunion, réalisé par l'Agence, sera transmis aux services de la Région.

ARTICLE 5.2 : DOCUMENTS A PRODUIRE

Afin de structurer les relations de travail, l'Agence fournira les documents suivants :

- un fichier qualifié répertoriant les porteurs de projet sensibilisés et suivies individuellement ou par des événements collectifs ;
- un fichier qualifié répertoriant les projets de développement du territoire (tiers-lieux, etc.) ;
- un état des actions réalisées en faveur du développement territorial sur lequel l'Agence intervient ;
- le rapport annuel de l'Agence.

ARTICLE 5.3 : INDICATEURS ET EVALUATION

L'évaluation des objectifs et le suivi des actions sont engagés par l'Agence au travers d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs, tels que précisés en annexe 3 de la présente convention. Ce suivi sera réalisé via les informations transmises par l'Agence à la Région.

Sur proposition de l'Agence et/ou de la Région, la liste des informations et des indicateurs de suivi est susceptible d'évoluer en tant que de besoin. L'objectif est de disposer de données de réalisation au moyen d'indicateurs quantitatifs et qualitatifs.

Cette évaluation fait l'objet d'un travail itératif avec les services de la Région dans le cadre de la réunion technique trimestrielle comme formulé à l'article 5.1.

Ces tableaux d'indicateurs sont assortis d'une note d'analyse des résultats obtenus au regard notamment des actions menées par l'Agence dans cet objectif.

Ces documents doivent permettre :

- d'apprécier le niveau d'atteinte des objectifs définis dans l'article 2 et l'annexe 1 ;
- de disposer d'une description précise et étayée de données relatives aux actions menées grâce aux financements attribués à l'Agence ;
- de mesurer les résultats obtenus et les retombées des actions de l'Agence.

Les tableaux d'indicateurs et la note d'analyse des résultats s'inscrivent en complément du rapport d'activité de l'Agence. Ils sont présentés en annexe du rapport soumis au vote des élus de la Région pour l'affectation du solde de la subvention régionale de l'année N.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 1 an, à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le 05 juillet 2023.

ARTICLE 7 : . MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant approuvé préalablement par les instances de gouvernance de l'Agence, du Département et par la Commission permanente du Conseil régional.

Cet avenant précise explicitement les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci remettent en cause les objectifs généraux définis dans l'article 2 et l'annexe 1.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours indiqués par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postale par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation de la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par l'organisme. Dans ce cas, la Région adresse à l'Agence une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme du délai imparti, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent tout ou partie inexécutées, la Région adresse à l'Agence la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'Agence par la Région.

ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels qui n'auront pu recevoir de solutions amiables seront déférés au Tribunal administratif de Paris.

Fait en trois exemplaires originaux à Saint-Ouen-sur-Seine

Le

Le

Pour la Région,
la Présidente du Conseil Régional
Île-de-France,

Pour le Département,
le Président du Conseil départemental de
Seine-et-Marne

Valérie PECRESSE

Jean-François PARIGI

Le

Pour Seine-et-Marne Attractivité,
Le Président de Seine-et-Marne Attractivité,

Olivier MORIN

Annexe 1

Axes opérationnels d'intervention

Dans le cadre de la présente convention, l'intervention de l'Agence, rejoint le cadre de la stratégie développée par IMPACT 2028 en contribuant à sa mise en œuvre :

- Axe 1 : défendre notre souveraineté industrielle, numérique et alimentaire ;
- Axe 2 : rebondir face à la crise et engager massivement nos TPE, PME et ETI dans la décarbonation et la digitalisation de leur activité ;
- Axe 3 : réduire les inégalités sociales et territoriales ;
- Axe 4 : être leader dans les innovations stratégiques ;
- Axe 5 : rester une Région attractive qui sait attirer les entreprises et les talents ;
- Axe 6 : simplifier, moderniser et renforcer la coordination de l'action publique au bénéfice de l'Île-de-France, de ses territoires et de ses entreprises.

Axe 5 : Rester une Région attractive qui sait attirer les entreprises et les talents

Sous axe 5.1 : Attractivité et appui à l'implantation d'entreprises (relevant du tourisme)

- Détection des projets du territoire en matière de tourisme ;
- Soutien à l'attractivité économique et touristique (par exemple : identification des bonnes pratiques, en matière de synergies entre attractivité et tourisme, nationales - autres Régions - et internationales et transférables en Seine-et-Marne) ;
- Analyse stratégique du positionnement national et international du département en matière de tourisme (forces / faiblesses / cibles).
- Promotion et marketing touristique: réalisation de supports de communication (y compris pour les réseaux sociaux) adaptés à une cible francilienne, nationale et internationale en cohérence avec la stratégie régionale de promotion et de marketing touristique ;

De façon à mettre en œuvre ce programme d'actions, l'Agence :

- Concevra son programme d'actions sur le volet attractivité dans le cadre d'une concertation amont avec la Région Île-de-France et le Département ;
- Participera au Comité des territoires de Choose Paris Region de façon à développer pleinement les synergies et mutualiser les moyens sur des actions opérationnelles au bénéfice du département et de la région ;
- Remettra un bilan annuel de ses actions à la Région Île-de-France.

Axe 6 : Simplifier, moderniser et renforcer la coordination de l'action publique au bénéfice de l'Île-de-France, de ses territoires et de ses entreprises

- Promotion des dispositifs régionaux auprès des EPCI (Club des développeurs économiques) via notamment le portail d'attractivité de la marque de territoire « Seine-et-Marne, Vivre en Grand ! ».

Les cibles seront à la fois les entreprises (notamment situées dans les Zones de Reconquête Economique) et les EPCI via le Club de développeurs économiques que la Région va mettre en place en articulation avec le réseau des développeurs de la mission « Seine-et-Marne 2040 ».

Sous axe 6.1 : Appui aux territoires et aux projets de développement porteurs d'emploi

L'Agence apportera son appui au montage des grands projets de territoire en cohérence avec les priorités d'IMPACT 2028. Compte tenu des spécifiés de la Seine-et-Marne, il pourra être porté une attention particulière à :

- Mention aux filières stratégiques ;
- Appui au développement des Tiers-Lieux.

Cette liste est non exhaustive et pourra être actualisée en fonction des opportunités qui pourront émerger à l'échelle départementale.

Le rôle de l'Agence consistera à mettre à disposition sa connaissance du territoire et des acteurs, à favoriser les rapprochements entre les porteurs de projet, les institutionnels, et les milieux économiques et académiques, et à accompagner la mise en œuvre de ces projets dans leurs différentes phases (élaboration, phase opérationnelle, évaluation, etc.).

Sous axe 6.2 : Animation territoriale et mise en réseau des acteurs

En s'appuyant sur sa proximité avec tous les acteurs de l'écosystème territorial seine-et-marnais, l'Agence contribuera à la structuration de celui-ci, au rapprochement de ses acteurs et à l'animation des réseaux dans le cadre d'une gouvernance repensée à l'échelle des Bassins d'emploi et de formation et au Club des développeurs économiques en articulation avec le réseau des développeurs de la mission « Seine-et-Marne 2040 ».

Sous axe 6.3 : Promotion des dispositifs régionaux et veille économique (territoriale)

- Promotion des dispositifs régionaux auprès des entreprises (notamment en Zones de Reconquête Economique) et des EPCI via notamment le portail d'attractivité de la marque de territoire « Seine-et-Marne, Vivre en Grand ! ».

De plus, l'intervention de l'Agence rejoint le cadre de la stratégie développée par le SRDTL 2022-2028 en contribuant à sa mise en œuvre :

- Axe 1 : Accompagner la relance et la transformation de l'économie touristique francilienne ;
- Axe 2 : Enrichir le positionnement de la destination Paris Ile-de-France ;
- Axe 3 : Engager la transition écologique de la destination Paris Ile-de-France ;
- Axe 4 : Tirer le meilleur parti de l'accueil des grands événements.

Axe 1 : Accompagner la relance et la transformation de l'économie touristique francilienne

L'agence anime l'écosystème touristique du département et accompagne la politique touristique des intercommunalités au moyen d'un club des développeurs touristiques des EPCI et d'une plateforme de travail collaborative partagée entre les EPCI, les ambassadeurs de la marque de territoire et les grands professionnels du tourisme. Ces outils permettent la détection de projets de territoire et la promotion des dispositifs régionaux, assurée également par le portail d'attractivité.

Axe 2 : Enrichir le positionnement de la destination Paris Île-de-France

Dans le cadre de ses missions en matière de développement touristique, l'Agence accompagne les porteurs de projets d'hébergements touristiques dans l'implantation de leurs activités, valorise l'offre touristique présente sur le territoire et travaille à la création d'un observatoire du foncier disponible pour les hébergements touristiques.

Axe 4 : Tirer le meilleur parti de l'accueil des grands événements (sportifs, culturels...)

L'Agence organise, soutient ou participe à de nombreuses manifestations concourant à l'attractivité du département de Seine-et-Marne.

En perspective des Jeux Olympiques 2024, elle est également chargée de contribuer à la valorisation de la destination olympique Seine-et-Marne et notamment du site olympique de Vaires-sur-Marne, sélectionné pour les épreuves de canoë-kayak. A ce titre, dans le cadre de la convention de partenariat signée entre le Département et la Fédération française de canoë

kayak (FFCK), l'Agence est identifiée comme l'interlocuteur de cette dernière dans la définition et la commercialisation de packs et d'offres touristiques.

Cela se traduira pour l'Agence en articulation avec le SRDTL à effectuer :

- des actions de veille et d'observation de l'activité touristique du territoire (production de données, d'indicateurs) à destination des acteurs du secteur ;
- une remontée des données afin d'alimenter l'observatoire du tourisme régional ;
- une animation de l'écosystème touristique du département et un accompagnement de la politique touristique des EPCI;
- l'identification et l'accompagnement de projets en termes d'attractivité et de développement touristique, mise à disposition de données en matière d'immobilier et foncier disponibles, travail en articulation avec la SEM Investissements et Territoires et sa filiale tourisme.

Annexe 2 : Axes d'intervention et lignes de partage entre l'agence « Seine-et-Marne Attractivité » et la Mission « Seine-et-Marne 2040 »

☂ Axes d'intervention de « Seine-et-Marne Attractivité »

L'agence a pour mission de contribuer au développement territorial de la Seine-et-Marne et à son rayonnement touristique à l'échelle nationale et internationale. Aujourd'hui, cette mission s'appuie principalement sur la nouvelle politique de marketing territorial « Seine-et-Marne, Vivre en Grand ! » initiée en 2020 dont l'agence est l'opérateur principal.

Cette politique de marketing territorial est le support privilégié de mise en œuvre des objectifs fixés par le Département à l'agence dans le cadre de la convention d'objectifs et de moyens, à savoir principalement :

- créer du lien entre les territoires seine-et-marnais et les acteurs locaux, départementaux mais également régionaux, nationaux et internationaux ;
- intervenir comme acteur de la mutualisation d'actions et de promotion au profit des acteurs du territoire participant à son développement ;
- promouvoir l'excellence et les spécificités du territoire départemental ;
- engager des actions destinées à fédérer les talents et les énergies par la dynamisation du réseau des ambassadeurs et des partenaires, et mettre en place un portail territorial de l'attractivité ;

L'agence Seine-et-Marne Attractivité doit également, en lien étroit avec les services départementaux, être une agence accélératrice de développement, créatrice de cohérence et de cohésion territoriale au service de l'attractivité et du rayonnement de la Seine-et-Marne.

Pour cela, elle doit :

- attirer de nouveaux publics en positionnant le Département auprès de différentes cibles (touristes, salariés, étudiants, investisseurs) ;
- accompagner le développement du territoire par sa capacité à structurer un écosystème favorable, notamment en identifiant et en valorisant les « pépites » de notre territoire ;
- promouvoir et valoriser le territoire départemental et les territoires infra-départementaux, comme l'ensemble de ses acteurs afin d'assurer une visibilité forte, un ancrage solide des acteurs, et un rayonnement national et international ;
- promouvoir la Seine-et-Marne comme destination touristique et accompagner les territoires dans leur stratégie locale de développement touristique en lien par ailleurs avec le Comité Régional du Tourisme.

☂ Axes d'intervention de la mission « Seine-et-Marne 2040 »

La mission « Seine-et-Marne 2040 », créée au 1^{er} janvier 2023, est rattachée à la Direction générale adjointe « Education, Attractivité et Stratégies départementales » (DGAE) et s'organise autour de 3 axes dans une logique de territorialisation de l'action départementale en partenariat avec les EPCI :

🏠 Axe 1 : Observation et connaissance du territoire

L'observation et la connaissance fine du territoire, la maîtrise des données et leur analyse sont les préalables indispensables à la compréhension des enjeux de développement économique de la Seine-et-Marne, et à la capacité du Département à accompagner les intercommunalités dans leurs projets de développement.

La mission « Seine-et-Marne 2040 » s'appuie ainsi sur plusieurs actions et outils :

- la base de données de l'économie locale : s'appuyant sur la cartographie des filières stratégiques, elle doit permettre d'effectuer une analyse conjoncturelle et structurelle de l'économie locale, et de mettre à jour le portrait économique des intercommunalités.
- le développement d'un réseau d'échanges d'informations avec les EPCI du territoire : ce réseau se traduit notamment par l'organisation de rencontres régulières avec les chargés de développement économique des intercommunalités pour faire le point sur leurs projets de développement et d'implantation.
- la mise à jour et l'amélioration de la base de données foncières et immobilières BOUGI (Bourse de gestion immobilière) pour en faire un outil au service des investisseurs portant des projets d'implantation susceptibles de contribuer de manière importante au développement local (emplois directs et indirects, complémentarité avec l'offre existante, consolidation d'une filière, potentiel d'innovations...).

Axe 2 : Suivi et structuration des filières stratégiques

La mission a identifié 11 filières stratégiques (Agriculture/agroalimentaire, Construction durable, Aéronautique, Logistique, Intelligence artificielle, Hydrogène, Industrie du futur, Audiovisuel, Santé, Tourisme) pour lesquelles elle assure le suivi et la promotion à travers différentes actions :

- la gestion de la cartographie des filières, qui permet d'identifier les ressources caractéristiques et l'écosystème de chaque filière stratégique sur le territoire (enjeux, principaux acteurs, projets, événements clés...), et les actions à mener pour accompagner leur développement.
- la mise en place d'une cellule de veille stratégique et d'intelligence territoriale, qui permet de compléter la connaissance des filières stratégiques du territoire et, plus globalement, de l'économie locale, et d'alimenter nos différentes bases de données.
- l'organisation d'appels d'offres ou d'appels à projets de filières.
- la conduite d'études spécifiques sur des thématiques propres aux filières stratégiques.

Parmi ces filières, le suivi et la promotion de la filière touristique, y compris la filière fromagère, sont assurés par l'Agence en vertu des missions qui lui ont été confiées par le Département, et celle relative à l'agriculture et l'agroalimentaire est suivie par différents services départementaux (DEEA, DGAE et SMA).

Axe 3 : Actions de promotion territoriale et de communication ciblée

Ces actions de promotion et de communication, menées en coordination avec l'agence Seine-et-Marne Attractivité, se traduisent par la mise en lumière de projets ou d'événements portés par les territoires (communes et EPCI) ou d'autres acteurs du développement économique local (consulaires, fédérations, entreprises, associations...) qui concourent à l'attractivité globale du département.

Ces actions se traduisent également par la participation à des salons et manifestations relatifs aux filières stratégiques du territoire.

Annexe 3 : Ventilation des dépenses et indicateurs d'évaluation

Ventilation des dépenses de la subvention Région 2023			
AXE/Objectifs	FINANCEMENT REGION en €	FINANCEMENT REGION en %	INDICATEURS D'EVALUATION
SRDEI 2022 - 2028 : IMPACT 2028			
AXE 5 : Rester une Région attractive qui sait attirer les entreprises et les talents			
AXE 6 : Simplifier, moderniser et renforcer la coordination de l'action publique au bénéfice de l'Île-de-France, de ses territoires et de ses entreprises			
Sous axe 5.1 : Attractivité et appui à l'implantation d'entreprises (relevant du tourisme)	27 000 €	5%	Nb de détection des projets du territoire en matière de tourisme ; Soutien à l'attractivité (par exemple : identification des bonnes pratiques en matière de synergies entre attractivité et tourisme, nationales -autres Régions- et internationales et transférables en Seine-et-Marne) ; Analyse stratégique du positionnement national et international du département en matière de tourisme (forces / faiblesses / cibles). Promotion et marketing touristique : réalisation de supports de communication (y compris pour les réseaux sociaux) adaptés à une cible francilienne, nationale et internationale en cohérence avec la stratégie régionale de promotion et de marketing touristique ;
Sous axe 6.1 : Appui aux territoires et aux projets de développement porteurs d'emploi	81 000 €	15%	Appui au montage des grands projets de territoire en cohérence avec les priorités d'IMPACT 2028 (ex : en lien avec les filières stratégiques et le développement des Tiers-Lieux) Mise à disposition sa connaissance du territoire et des acteurs pour favoriser les rapprochements entre les porteurs de projet, les institutionnels, et l'écosystème des acteurs accompagnant la mise en œuvre de ces projets dans leurs différentes phases (nb de projets et suivi de l'élaboration, la phase opérationnelle, l'évaluation, etc.).
Sous axe 6.2 : Animation territoriale et mise en réseau des acteurs	108 000 €	20%	Contribution à la structuration départementale du Club des développeurs économiques régional Présence an réunion de Bassins d'emploi et de formation en cohérence avec la Région, remontée de priorités locales
Sous axe 6.3 : Promotion des dispositifs régionaux et veille économique territoriale	108 000 €	20%	Nb d'action de promotion des dispositifs régionaux auprès porteurs de projet (notamment en Zones de Reconquête Economique) et des EPCI
SRDTL 2022 2028			
AXE 1 : Accompagner la relance et la transformation de l'économie touristique francilienne	81 000 €	15%	Création d'un club des développeurs touristiques des EPCI et d'une plateforme de travail collaborative partagée entre la Région, les EPCI, les ambassadeurs de la marque de territoire et les grands professionnels du tourisme. Nb de réunions d'animation de l'écosystème touristique du département avec promotion des dispositifs régionaux Nb de projets détectés +Suivi des projets et des sollicitations des dispositifs régionaux Publication des dispositifs régionaux sur le portail d'attractivité
AXE 2 : Enrichir le positionnement de la destination Paris Île-de-France	81 000 €	15%	Nb d'accompagnement des porteurs de projets d'hébergements touristiques dans l'implantation de leurs activités Valorisation de l'offre touristique présente sur le territoire (événements locaux, nationaux et internationaux, communication, portail d'attractivité) Création d'un observatoire du foncier disponible pour les hébergements touristiques et nb de porteurs de projets identifiés et projets fléchés à la Région
AXE 4 : Tirer le meilleur parti de l'accueil des grands événements (sportifs, culturels...)	54 000 €	10%	Actions de veille et d'observation de l'activité touristique du territoire (production de données, d'indicateurs) à destination des acteurs du secteur ; Remontée des données afin d'alimenter l'observatoire du tourisme régional ; Animation de l'écosystème touristique du département et un accompagnement de de la politique touristique des EPCI ; Identification et l'accompagnement de projets en termes d'attractivité et de développement touristique, mise à disposition de données en matière d'immobilier et foncier disponibles, travail en articulation avec la SEM Investissements et Territoires et sa filiale tourisme.

Annexe 4 : Liste des documents de reporting et d'échange entre l'Agence et la Région

Afin de structurer les relations de travail et le partenariat, l'Agence fournit à la Région la liste des documents suivants :

- un fichier qualifié répertoriant l'ensemble des porteurs de projet sensibilisés et suivies individuellement ou par des événements collectifs (réunion d'information, etc.), contactées ou qui se seraient signalées ou qui aurait fait l'objet d'un accompagnement par l'Agence sera tenu à jour et mensuellement transmis aux équipes de la Région Île-de-France. En retour, la Région Île-de-France s'engage à fournir sur la base de ce fichier la liste des entreprises qui auront bénéficié de soutiens régionaux ;
- un fichier qualifié répertoriant les projets de développement du territoire (tiers-lieux, etc.) et projets touristiques sur le territoire départemental dont l'Agence aurait eu connaissance sera tenu à jour et mensuellement transmis à la Région Île-de-France. En retour, la Région Île-de-France s'engage à fournir sur la base de ce fichier la liste des projets qui auront bénéficié de soutiens ;
- les réunions trimestrielles et annuelles feront l'objet d'un compte-rendu partagé par la Région et l'Agence ; ces comptes-rendus seront réalisés par l'Agence et annexés à son rapport annuel ;
- l'Agence transmettra un état des actions réalisées en faveur du développement territorial quelles elle concourt et des retombées évaluées ou attendues (ex : interlocuteur rencontré, contexte, emplois concernés, projet suivi et accompagnement réalisé, calendrier) ;
- le rapport annuel de l'Agence fera état de la réalisation de l'engagement vis-à-vis de la Région en illustrant son action. Il s'agira notamment de transmettre nominativement à la Région la file active des entreprises, acteurs touristiques et collectivités rencontrées dans l'année, des projets identifiés et accompagnés, des dispositifs régionaux fléchés (voire ceux qu'il pourrait être opportun de faire évoluer ou d'initier), des liens avec Impact 2028 et le SRDTL, des impacts projetés ou observés en matière de développement économique et de tourisme (reporting).